



Montreuil, le 2 juin 2017

UNE FONCTION PUBLIQUE PORTEUSE DE PROGRES SOCIAL N'EST PAS COMPATIBLE AVEC LE PROGRAMME D'EMMANUEL MACRON !

En procédant à la création d'un ministère de l'action et des comptes publics, Emmanuel Macron a confirmé sa volonté d'effacement de la Fonction Publique et de soumettre toujours plus les politiques publiques, les services publics et leurs personnels aux politiques d'austérité.

Soucieux de répondre aux exigences du capital, des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, Emmanuel Macron entend baisser de 60 milliards d'euros la dépense publique sous son quinquennat.

Les dépenses de l'Etat seraient diminuées de 25 milliards d'euros, celles des collectivités territoriales de 10 milliards, celles de l'assurance maladie de 15 milliards, celles de l'assurance chômage de 10 milliards.

Les deux ministres de droite nommés à Bercy, Bruno Lemaire et Gérard Darmanin, sont d'ores et déjà à la manœuvre pour mettre en œuvre, sans attendre, cette nouvelle purge budgétaire.

Gérard Darmanin vient d'achever une première séquence de rencontres bilatérales avec les organisations syndicales représentatives des personnels.

La CGT a formulé plusieurs exigences dont notamment :

- La mise en œuvre d'une autre conception des politiques publiques et des services publics pour en faire des outils au service de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux, de l'emploi, d'une autre logique de développement articulant reconquête des activités industrielles et transition écologique,
- Une augmentation générale des traitements dès 2017 qui doit principalement passer par la revalorisation de la valeur du point,
- Un plan pluriannuel de recrutement de fonctionnaires et de titularisation des agents non-titulaires et, consécutivement, le refus de nouvelles suppressions d'emplois,
- L'amélioration des conditions de vie au et hors travail des personnels avec une réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires, le renforcement du statut général des fonctionnaires et de leurs statuts particuliers, le maintien et l'amélioration des systèmes de protection sociale obligatoire et complémentaire, une meilleure prise en compte de la pénibilité du travail tant en termes de prévention que de réparation, une réelle égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Même si le Ministre ne cesse d'affirmer sa volonté de passer beaucoup de temps avec les agents publics et avec leurs syndicats, force est aussi de constater qu'il ne cesse de confirmer que les engagements pris par Emmanuel Macron sont constitutifs de la feuille de route du gouvernement.

Le programme d'Emmanuel Macron, c'est 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires dont 70 000 au titre de la fonction publique territoriale et 50 000 au titre de la fonction publique de l'Etat.

C'est un rendez-vous salarial en 2017 tout en disant qu'il n'y aura pas d'augmentation des salaires !

C'est le développement de la rémunération au mérite alors que la CGT ne cesse d'exiger l'abrogation du RIFSEEP !

C'est la volonté de décorrélérer la valeur du point d'indice des trois versants de la Fonction Publique !

Le programme d'Emmanuel Macron, c'est donc une nouvelle dégradation des conditions de vie au et hors travail des personnels y compris avec la restauration du jour de carence ou encore la mise en cause des régimes de retraite de la Fonction publique.

C'est un statut général des fonctionnaires jugé « inapproprié » par le candidat Macron qui fera donc l'objet de nouvelles attaques !

Et maintenant ?

Gérald Darmanin a annoncé qu'il allait écrire aux organisations syndicales représentatives des personnels de la Fonction publique avant de les recevoir une deuxième fois en amont de l'organisation d'une réunion plénière durant l'été.

Sans attendre, l'UFSE-CGT continuera à porter ses exigences pour une Fonction publique, dotée de l'ensemble des moyens nécessaires, au service des citoyen-n-es et du progrès social.

Sans attendre, la CGT proposera aux autres organisations syndicales de construire l'indispensable mobilisation des personnels pour imposer d'autres choix.

D'ores et déjà, l'UFSE-CGT s'inscrit dans la semaine de déploiement et d'actions décidée par la Confédération CGT du 19 au 23 juin 2017.